

André Malraux, «Discours et allocutions prononcés par Monsieur André Malraux à l'occasion de son voyage aux Antilles, [16-22 septembre 1958]», s.d. [1971], 7 p.

André Malraux

**Discours et allocutions prononcés à l'occasion
de son voyage aux Antilles du 17 au 22 septembre 1958**

Le Speaker — Il s'agit ici d'un reportage, celui d'un voyage ministériel comme tant d'autres, peut-être pas. Pour satisfaire à la fois au calendrier et à la géographie, disons tout de même que ce voyage se déroula du 17 au 22 septembre, qu'il eût pour cadre nos trois départements d'Amérique, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane.

André Malraux, Ministre délégué à la Présidence du Conseil messager du Général de Gaulle est venu, il a parlé et témoigné pour la France.

Les étapes de ce voyage ne signifieraient rien si elles n'étaient évoquées par une simple et si, en tout cas, inutile chronologie. Par contre il nous faut retenir l'extraordinaire concordance qui s'est établie tout de suite entre le Ministre et ses auditoires. En Guadeloupe, en Martinique, en Guyane aussi, enfin partout une foule, des hommes et des femmes par milliers, partout une extraordinaire communion. Une foule entendait un message qu'en fait elle portait en elle-même.

Au nom du Général de Gaulle, André Malraux salue la Martinique.

M. Malraux — Voici donc, avant que je prenne la parole, ce que vous dit le Général de Gaulle :

« Message du Général de Gaulle »

(Cris : Vive de Gaulle !)

Le Speaker — Devant cette foule passionnée, souvent vibrante, toujours, c'est l'évocation de nos grands souvenirs à tous les métropolitains et Antillais.

M. Malraux — Ce qui s'est passé le 18 juin 1940, vous le savez tous. En face de l'un des plus grands désastres de notre histoire, dans la nuit où l'exode sans fin des charrettes paysannes emplissait nos routes, sur le vaste fond des incendies, une voix s'éleva pour proclamer envers et contre tous que la France n'avait pas perdu la guerre. Et malgré tous ceux qui parlaient alors d'imprudence ou de folie, nous choisîmes d'obéir à la grande voix solitaire parce que nous y reconnûmes la voix même de la France.

Encore n'eût-il pas suffi d'un appel, fût-il héroïque, fût-il celui de la France elle-même pour que notre défaite se transformât en victoire. Il y fallait aussi l'inflexible conscience de la continuité française. Il y fallait la fermeté qui opposa pour la première fois à Churchill le Général de Gaulle qui n'avait pas encore deux mille soldats; la conscience qui a fait écrire au vieux lion d'Angleterre : «Jamais je n'ai autant admiré cet homme qui osait entrer en conflit avec moi pour les droits de son pays écrasé alors qu'il savait que si j'avais rompu avec lui il n'aurait plus trouvé en Angleterre une pierre où reposer sa tête». (*Applaudissements*)

Il y fallait la rigoureuse persévérance qui allait conduire notre armée du Tchad à Strasbourg, de l'Italie au Rhin et au Danube et celle qui allait faire du Comité français de Libération nationale le mainteneur de la République.

Le Speaker — Le passé est bien le garant du présent, voilà n'est-il pas vrai ce que nous devons retenir de ces quatre mois de gouvernement.

M. Malraux — En moins de quatre mois il a rendu à la République, pour la France, le visage de l'espoir et en quelques semaines, pour le monde, le visage de la fierté.

Le Speaker — André Malraux, au cours de ce voyage évoquera à plusieurs reprises le vote du 28 septembre.

M. Malraux — Nous savons trop, hélas, qu'il ne suffit pas d'un vote pour assurer le bonheur ou la dignité d'un peuple. Mais nous savons aussi qu'il peut suffire d'un vote historique pour les différer d'un siècle.

La déclaration des Droits de l'Homme ne suffisait pas, mais elle allait donner aux Français et au monde la dignité des citoyens. Et sans elle, comme sans l'appel du 18 juin, cette réunion ne serait pas ce qu'elle est.

La constitution ne suffit pas, mais elle permet d'édifier la communauté et, en face de la communauté, l'adaptation des lois par vos élus débordera nécessairement les franchises traditionnelles.

Le problème de la Martinique est grave et il faut le traiter comme tel. Mais quelques-uns de ses aspects sont familiers à l'ancien chef de la Brigade Alsace-Lorraine que je suis, car ce problème est souvent le frère lointain de celui de l'Alsace. Comprendons bien qu'un nouveau monde commence et que la Constitution est avant tout le moyen de le créer ensemble. Les plus grands hommes d'Etats, depuis la Grèce jusqu'à la Russie, quelle que soit leur idéologie, ont dit que toute grande Histoire est faite de la conciliation entre de grands principes et une patiente et loyale expérience. Puisse nous unir le vieux cœur de la France, qui n'a jamais cessé de battre ici, avec une expérience fraternelle.

Le Speaker — *André Malraux s'adresse maintenant aux membres d'un cercle culturel antillais.*

M. Malraux — Le drame de l'esprit dans le monde antillais tient à peu près dans la formule suivante : ce que nous avons appelé le degré suprême de la culture humaine, c'était le mélange de la volonté de justice, de la volonté de liberté et de la volonté d'action.

Lorsque j'ai dit, place de la République, que le mot «République» n'avait une telle puissance dans la mémoire française que lorsqu'il se rapportait à la Convention, quelques adversaires m'ont parlé de la guillotine. Mais ce qui fait l'immense prestige de la Convention dans la mémoire des hommes, ce n'est pas le souvenir d'une guillotine, c'est le fait que la République était à la fois la justice et le courage et qu'elle avançait à

travers l'Europe en lui portant la liberté dans un cortège de danses. (Applaudissements très vifs)

La France ne s'est jamais accordée avec elle-même que comme pays de mission – et lorsque je dis «la France» il est bien entendu que ça veut dire la France, nous tous. Jadis la grande France, c'était le moment où on s'occupait extrêmement peu de la nation puisque c'étaient les Croisades. Plus tard ça été le moment où ce pays a donné au monde le mot «nation» et c'était la Révolution. Mais la grandeur française c'est toujours la justice, pour les autres, un certain sacrifice pour la noblesse humaine.

Il est de très grands pays – je pense d'abord à l'Angleterre – qui ne sont jamais plus grands que lorsqu'ils sont ramenés sur eux-mêmes. La France n'est jamais plus grande que lorsqu'elle est au service de ce qu'elle pense pour l'humanité toute entière. (*Applaudissements*)

Or, cette mission sur laquelle la France avait vécu, pendant dix ans, elle a cessé d'y croire et il s'est passé ce que vous savez tous, tous ceux d'entre vous, c'est-à-dire tout le monde, qui ont vécu dans la Métropole. Les Français ont commencé à détester les Américains parce que les Américains étaient les héritiers de la mission de puissance; à détester les Russes – et j'entends les communistes français comme les autres – parce qu'ils étaient les héritiers de la mission de justice, au moins la Russie de 1920; et à se détester eux-mêmes, les Français, parce qu'ils ne se pardonnaient plus de ne pas avoir de mission. (*Applaudissements*)

Notre problème à nous tous, c'est de redonner à la France, qui l'appelle, la mission dont elle a besoin. Pendant longtemps, elle en a été affreusement distraite; mais à l'heure actuelle elle ne l'est pas, à l'heure actuelle la France veut redevenir la France et, pour nous intellectuels, elle attend que nous lui disions autre chose que ce qui lui est dit provisoirement.

Je ne vais pas, dans une allocution aussi courte, essayer d'en poser les moyens, mais je vais essayer d'en poser les principes.

Ce que l'on appelle culture n'est pas seulement un héritage c'est essentiellement une volonté. Cette volonté est toujours au service de quelqu'un. J'entends par là au

service d'une partie de l'humanité. Il ne signifierait rien pour nous de dire que la France va cultiver la France, car elle ne se cultivera elle-même que si elle cultive les autres, parce que ce vieux drapeau qui s'est appelé l'oriflamme de Saint-Denis n'est jamais dressé véritablement que quand il est dressé pour aider les autres, quand il est l'oriflamme sous lequel mourut Saint-Denis pour la Chrétienté, et non pas pour la chevalerie française, pour tous les hommes. Il faut qu'ensemble nous décidions de retrouver quelque chose qui n'est pas pour nous, car c'est là qu'est notre véritable mission. Pour la retrouver il faut que nous abandonnions l'idée qui dure depuis quarante ans, que la culture est une question de bibliothèque. Bien entendu ce n'est pas une question d'ignorance. Toutes les vraies grandes cultures se sont fondées sur le courage et si le nom de Périclès est inoublié, c'est parce que c'est l'homme qui a dit : «On saura dans des siècles que nous avons fait la cité la plus libre et la plus heureuse».

Ce que veut la France du Général de Gaulle, c'est recréer les formations de jeunesse qui prennent comme devise : «Courage, culture et liberté». On nous dit que nous allons faire des formations fascistes. Je rappelle que la définition hitlérienne sur la culture était : «Lorsque j'entends le mot "culture", je cherche mon revolver».

Non, nous entendons dire le mot «culture» et ne pas le fonder nécessairement sur les revolvers qui tuent les autres; mais certainement le fonder sur les mains nues qui combattront, le cas échéant, les revolvers, le jour où la France aura retrouvé sa mission qui est de travailler pour tous et de retrouver enfin le lien si désespérément brisé entre la force, la justice et la liberté. (*Applaudissements*)

(*Très vifs applaudissements*)

Le Speaker — S'adressant aux municipalités, c'est encore c'est toujours de la France que le Ministre parlera. De cette France qui vit dans les campagnes, de cette France que l'on retrouve présente dans tous les Conseils municipaux des Antilles.

M. Malraux — Vous avez parlé de la France, Monsieur le Maire, avec des accents particulièrement émouvants pour nous et en vous écoutant je pensais qu'il m'était arrivé, lorsqu'un illustre chef d'Etat étranger avait dit à la fin de la guerre : «Et qu'importe la France qui a moins de divisions blindées que la Pologne» de répondre

qu'il fallait bien être ce chef-là pour ne pas savoir qu'avec ou sans divisions blindées, si ce qui fût Paris, comme ce qui fut Athènes et ce qui est encore Florence, disparaissait un jour sous les chars d'une nouvelle invasion, alors dans la mémoire des hommes ce qui fût Paris resterait le sourire inoublié du monde. (*Applaudissements*)

Monsieur le Maire, croyez bien qu'il n'y a que la France et la Martinique qui puisse faire qu'un jour un écrivain qui s'appelle André Malraux réponde, comme le Ministre à un poète qui s'appelle Aimé Césaire. (*Applaudissements*)

Bien entendu les engagements que je dois prendre – car il s'agit d'engagement au nom de la France – seront pris demain en face du peuple de la Martinique et ne peuvent pas l'être ici.

Néanmoins vous avez posé quelques problèmes, non pas politiques, mais humains auxquels je vais répondre. Je parle, ici à un Conseil municipal. Je parle, comme vous l'avez fait, Monsieur le Maire, de la démocratie. Et je voudrais vous dire ce que c'est pour nous que la démocratie. Les livres en ont parlé beaucoup et je l'ai rencontrée pour ma part au détour d'une route de village. Depuis déjà plusieurs années les Allemands avaient détruit les bustes des Républiques et nous rencontrions seulement les socles vides. Chacun de nos soldats regardait ces socles avec un mélange d'humour, d'ironie et de tristesse et il m'advint un jour de demander à une escouade ce qu'ils regardaient sur les socles vides; et l'un des soldats m'a dit «je regarde la République que je ne vois pas»; et je lui demandais ce qu'il entendait par là et ce qu'il voyait. Et il me dit, sur cette petite place d'un village des Vosges : «Ce que je vois sur ce socle, c'est un vieux maire de mon propre village avec son bras qu'il a perdu en 1914 et ses cheveux blancs».

Messieurs, la République, sur les socles déserts de nos vieilles Républiques, c'est toujours le visage d'un homme qui a combattu pour les siens, avec le bras qu'il a perdu – car on a toujours perdu un bras, même si ce n'est pas celui-là – et aussi avec ses cheveux blancs, parce qu'il arrive beaucoup de choses quand on combat pour les hommes; dans ce cas-là on combat simplement. Et pour ces hommes qui, eux, allaient se faire tuer, l'image qui était sur ces socles, c'était une image simple, l'image de l'homme qui avait toute sa vie combattu pour eux. La République, pour nous, ce sont ces hommes-là et lorsqu'on vient nous dire que la Constitution ne sera pas républicaine

parce qu'elle n'a que cent mille votants, ce sont, en majorité écrasante, les Conseils municipaux et les maires de France. Et pour mon pays, moi dont vous connaissez le passé, je ne souhaite qu'une chose, c'est qu'un jour le Gouvernement du Général de Gaulle soit remercié par un long cortège qui soit simplement celui des trente mille maires de France, qui viennent lui dire : «Mon Général, la France vous remercie», parce que ce jour-là cette France-là ce sera vraiment celle des Français, des humbles et des pauvres gens. (*Applaudissements*)

Pour ce qui est de cette ville, je pourrai vous proposer demain ceci : qu'ensemble nous décidions de choisir où est le point le plus grave du malheur ici – avec les catastrophes il n'en manque pas – et que nous disions ensemble, pendant un an, pendant deux ans, pas plus, pendant un temps très limité, nous allons mettre votre énergie, vos soins, vos talents, les moyens de la France métropolitaine, tous groupés et nous allons dire : dans ce quartier qui fut l'un des plus pauvres de cette île, dans un quartier qui signifia la misère, nous allons créer un symbole de l'unité de la France et de la Martinique. Nous ne ferons pas des palaces cachant une affreuse misère rurale. Nous ferons ensemble un symbole, une rue simple, digne, noble, pour les hommes les plus malheureux de votre pays. Et nous dirons aux gens tellement plus riches et tellement plus puissants que nous : «Voici ce que la France et la Martinique ont fait; simplement ce que peuvent faire nos mains périssables quand il s'agit de combattre en face du malheur». Et lorsque ce sera fait, eh bien, citoyennes et citoyens, Mesdames et Messieurs, et tous ceux qui m'écoutez dehors, le général de Gaulle viendra. Et dans une joie semblable à celle que connut la descente des Champs-Élysées, alors, nous tous, la France et la Martinique, nous l'accompagnerons dans cette rue qui sera comme l'a voulu votre maire, la rue de l'espérance, de la justice et de notre liberté. (*Applaudissements*)

Le Speaker — A Pointe-à-Pitre, à Basse-Terre, à Fort-de-France, en chaque lieu André Malraux retrouve, salue, reconnaît ses camarades, les anciens combattants. Il leur tient ce langage fraternel.

M. Malraux — Alors, vous voilà donc présents devant moi, vous la France.

J'avais l'intention de serrer les mains l'une après l'autre mais les mains sont si nombreuses que je ne les serrerais pas. Et pourtant, lorsque je parlerai à vous, pour vous et par vous, car, comme l'a dit le Général de Gaulle, si vous n'étiez pas là nous n'aurions pas tout à fait le droit de parler. (*Applaudissement très vifs*)

Ce que j'ai à dire sur le destin de cette île, celui de la France tout entière, et peut-être celui du monde, je le dirai tout à l'heure. Je vais d'abord vous dire merci au nom de la France.

L'une des vôtres, qui porte sur sa poitrine la Croix de guerre, quand elle était devant moi, m'a donné envie d'embrasser cette Croix de guerre parce qu'elle était celle que vous aviez conquise. Qu'est-ce que ça peut nous faire, les pauvres puérités qu'on nous oppose. Mon pauvre camarade, sans doute ancien combattant aussi, qui avait dit tout à l'heure au nom des anciens combattants : «Je proteste», je vais vous raconter une pauvre et grande histoire qui est celle de notre pays.

Il fut un temps où il n'y avait plus rien, plus de France et après tout le déshonneur. Et puis il y a un homme qui a dit ce que vous savez, et puis il y a tous ces hommes qui vous entourent simplement. Et chacun de ces hommes a pensé que, lui, ne reconnaîtrait pas ce que reconnaissait un homme pourtant digne de respect à bien des égards, et que dans son cœur il combattrait pour sa France. Vos hommes ont traversé sur de misérables canots la mer pour rejoindre les Forces Françaises navales libres, ils sont allés au Bataillon du Pacifique, dont presque tous les Antillais sont morts à mes côtés. Ils sont allés à Royan et il se trouve qu'un hasard, aujourd'hui historique, fait que nous avons combattu ensemble. Les Français de la Métropole ont pensé comme eux et, à travers tant de morts – car, attention : la Résistance française c'était deux fois plus de morts que de vivants, les F.F.L. c'était deux fois plus de morts que de vivants. A cause de ces hommes simples qui avaient choisi simplement leur âme, un jour Paris délivré par lui-même et redevenu Paris et la France est redevenue la France.

Alors dans le monde entier, il y a ceux qui nous aimaient, qui avaient fermé leurs boutiques en signe de deuil lorsque la France avait été vaincue, qui ont pavoisé les villes d'Amérique latine parce que la France était libre. Alors nos hommes, nos femmes, qui étaient dans ces atroces camps de concentration depuis un an, ont appris que Paris était

délivré par lui-même. Alors dans tous les bagnes, depuis la Forêt Noire jusqu'à la Baltique le peuple des ombres se lève sur ses jambes flageolantes et ces hommes et ces femmes, ces bagnards qu'on appelait les rayés et les ton dus, les nôtres, notre peuple, nos frères, accueillirent nos chars libérateurs en sachant que même s'ils ne devaient jamais revoir la France ils mouraient avec une âme de vainqueurs.

Ce qui a été fait alors, a été fait de la façon la plus simple du monde, chacun à sa place, par tous les hommes qui m'entourent ici. Comprenez bien, si vous avez été des nôtres, camarades combattants, que vous devez laisser les pauvretés misérables face de l'Histoire et que ce qui vous accompagne ici c'est la voix la plus profonde et silencieuse du peuple, de tous ceux qui ont fait en silence ce qu'ils devaient faire et dont les survivants vous parlent au nom de leurs morts.

Je vais parler tout à l'heure au peuple de cette île. Je ne veux pas insister. Nous serons sur un autre plan. Permettez-moi de finir de la façon la plus simple.

Pour tous ceux qui sont ici, il y a quelque chose d'immense qui s'est appelé la France, ce quelque chose est encore là et si cette France est là, c'est à cause de vous, mes camarades, mes combattants, mes frères. La France vous dit « merci » le Général de Gaulle vous dit « merci ». (*Cris – vive de Gaulle – applaudissements très vifs*)

Le Speaker — Et c'est, pour finir, l'inoubliable et extraordinaire soirée du 18 septembre; devant le Monument aux morts de Fort-de-France le Ministre a parlé à la foule. Des millions et des milliers d'hommes et de femmes sont là. Et c'est un des peuples unanimes dans sa ferveur que s'élèvera tout à l'heure cette Marseillaise de l'espérance.

M. Malraux — Hommes et femmes vous répondrez «oui» comme il y a deux ans à l'homme qui m'a dit que votre accueil inoubliable avait effacé pour lui tant d'oublis. Fidèles de toujours vous répondrez «oui» comme le peuple de Paris l'a fait le 4 septembre en chantant La Marseillaise.

(Des cris : oui, oui)

Oui à la Constitution qui apporte à la Martinique sa chance nouvelle et par laquelle notre France à tous va enfin redevenir la France.

Vive la Martinique; Vive la France.

(Des cris : Vive de Gaulle, Vive de Gaulle)

Lorsque la radio a commencé à transmettre cette *Marseillaise* du 4 septembre partout dans les maisons les Français se sont levés. Nous allons la chanter ensemble et la France et la Martinique l'entendront cette nuit.

Quand vous nous entendrez, Français d'Alsace et de Royan, debout dans tous vos villages où les Antillais sont morts, debout Martiniquais dans les maisons des plaines et des mornes, voici le vieux chant d'espoir et de liberté que nous avons chanté ensemble en l'an II, que nous chantions hier devant les bastions de Royan et les chars allemands de la Bataille du Rhin, comme nous le chanterons ensemble demain dans la France que nous allons retrouver ensemble. Debout !

(La Marseillaise)